

# ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT



**Centre  
Hospitalier  
Universitaire  
Saint-Etienne**



## SITE HOPITAL NORD

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement C.H.U. Saint-Étienne pour le site de l'hôpital Nord dans le système de collecte et de traitement de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole et sur la commune de Saint-Priest en Jarez, aux conditions décrites dans le présent arrêté**

Le Président,

VU ENSEMBLE :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et en particulier ses articles L. 2224-7 à L. 2224-12 ;
- Le Code de la Santé Publique et en particulier son article L. 1331-10 ;
- L'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité et en particulier son article 6 ;
- L'arrêté du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements, à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement ICPE soumises à autorisation ;
- L'arrêté préfectoral n° 19727 du 8 avril 2004 et n° 719 du 28 octobre 2010 autorisant l'établissement CHU Nord à exercer ;
- La délibération du conseil communautaire de Saint Etienne Métropole en date du 12 novembre 2012 relative à la mise en œuvre des conventions et autorisations spéciales de déversement des effluents non domestiques dans les réseaux d'assainissement ;
- La délibération du bureau communautaire de Saint-Etienne Métropole en date du 16 octobre 2014 relative à des précisions sur la mise en œuvre des conventions et autorisations spéciales de déversement des effluents non domestiques dans les réseaux d'assainissement ;
- le règlement assainissement de la Stéphanoise des Eaux, à qui les missions de collecte/traitement des eaux usées ont été déléguées.

# ARRETE

## Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'**Etablissement C.H.U. Saint-Etienne**, est autorisé pour son établissement Hôpital Nord situé, sis avenue Albert Raimond à SAINT-PRIEST EN JAREZ (42 270) et représenté par son directeur général M. BOIRON Frédéric est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues de l'activité de centre hospitalier dans le réseau d'assainissement de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole, via 1 branchement (Poste de Relevage).

## Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

### A. PRESCRIPTIONS GENERALES

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques devront répondre aux prescriptions suivantes :

- a) Etre neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- b) Etre ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- c) Ne pas contenir des solvants organiques, chlorés ou non, de composés hydroxylés et dérivés ;
- d) Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
  - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
  - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes. Pour cela, procéder notamment à la désulfuration des effluents tant que de besoin,
  - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
  - d'empêcher l'évacuation et la valorisation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement,
  - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics.

### B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

L'établissement **CHU Nord** est autorisé à déverser aux réseaux d'assainissement de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole :

- |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                         |                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------|
| 1. Des eaux domestiques et assimilés :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Toilettes/douches employés et hospitalisés</li><li>- Cuisines centrale et self</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                         |                              |
| 2. Des eaux usées d'origine non domestiques :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| <ul style="list-style-type: none"><li>- eaux techniques (plateau médicale et anapathologie, autoclave,...)</li><li>- eaux médicalisées (dialyse, néphrologie, osmoseur,...)</li><li>- eaux de lavage - désinfection du bâtiment (autolaveuses)</li><li>- eaux issues de la médecine nucléaire</li><li>- eaux de la cellule confinement risque épidémie</li><li>- eaux activités dentaires,</li><li>- filtrats des condensats des compresseurs (sous-sol hôpital)</li></ul> |                                         |                              |

Les eaux usées industrielles, en provenance de l'**Hôpital Nord** doivent répondre aux prescriptions suivantes :

#### B.1 Débits maxima autorisés

Volume journalier : 600 m<sup>3</sup>/j  
Débit horaire maximum : 15 m<sup>3</sup>/h  
(Base de 365 j de travail par an.



### B.2 Concentration et flux maxima autorisés

Les paramètres suivants doivent faire l'objet d'une surveillance par l'établissement qui doit alors respecter les valeurs limites de rejet, à la fois en terme de concentration mais également de flux journalier.

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Flux journalier maximal (kg/j)
DBO <sub>5</sub> (Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours)	800	480
DCO (Demande Chimique en Oxygène)	2 000	1 200
MES (Matières En Suspensions)	600	360
Rapport DCO/DBO <sub>5</sub>	< 3	
NGL : azote global (NTK+NO <sub>2</sub> +NO <sub>3</sub> )	150	90
Pt : Phosphore total	50	30
SEH	150	90
Argent	0.1	0,06
Zn	2	1,2
Cu	0,5	0,3
Cd	0,2	0,12
Mercure	0,05	0,03
Hydrocarbures totaux	10	6
AOX	1	0,6
Détergent anionique	10	6
Détergent cationique	3	1,8
Iode 131	7 Bq/l	
Autres radioéléments	7 Bq/l	

Les concentrations sont mesurées selon les méthodes normalisées en vigueur et par un laboratoire agréé. Les limites de quantifications correspondent à celles associées aux normes en vigueur au moment de l'analyse.

### B.3 Autres substances

Au delà des paramètres cités au point B2 faisant l'objet d'un autocontrôle, l'établissement est également tenu de respecter des prescriptions particulières concernant d'autres paramètres pour lesquels une surveillance n'est pas demandée. Ces derniers sont définis en annexe 1.

### B.4 Mise en conformité

Le présent Arrêté est subordonné de la part de l'établissement CHU Saint-Etienne à la réalisation de travaux sur ses installations existantes selon l'échéancier suivant :

Liste de points à traiter	Délai de mise en conformité
<b>Poste de relevage :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mise en place d'un système d'enregistrement journalier des temps de fonctionnement des pompes et réalisation annuelle d'un étalonnage des pompes, Ou</li><li>- Toute autre solution permettant de mesurer ou estimer les volumes journaliers rejetés.</li></ul>	9 mois à compter de la date de signature du présent Arrêté
<b>Point de prélèvement :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Réaménagement du regard de prélèvement afin d'effectuer un prélèvement représentatif du rejet (actuellement seul les effluents pompés par la pompe n°2 sont prélevés).</li></ul>	9 mois à compter de la date de signature du présent Arrêté

### **Article 3 : ACCES AU RESEAU**

L'Etablissement laissera le libre accès aux regards de collecte, aux équipements de production des eaux de process et au point de rejet aux agents de la Collectivité, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la Collectivité.

### **Article 4 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'établissement CHU Saint-Etienne, dont le déversement des eaux usées autres que domestiques pour l'Hôpital Nord est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

### **Article 5 : LA CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT**

Les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique applicables au déversement des eaux usées autres que domestiques, autorisé par le présent Arrêté, sont définies dans la convention de déversement, jointe en annexe, et établie entre l'établissement CHU Saint-Etienne, la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole, le gestionnaire du réseau d'assainissement.

### **Article 6 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 ans, à compter de sa signature.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au président de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole, par écrit, 3 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté, en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

### **Article 7 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. La révision de cet arrêté d'autorisation pourra se faire d'une manière temporaire ou définitive (mise en place d'un arrêté modificatif ou d'un nouvel arrêté) en cas de :

- Cession ou de cessation d'activité : **l'Etablissement devra en informer le président de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole ;**
- Modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents : **doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du président de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole ;**
- Modifications significatives de la structure d'assainissement (service, contrat d'exploitation, réseau ou station d'épuration...) et notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau ;
- Modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration dans laquelle est effectué le rejet.



### **Article 8 – DECLARATION D'ACCIDENT OU DE POLLUTION ACCIDENTELLE**

L'Etablissement est tenu de déclarer dans les meilleurs délais au président de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole ou à ses services, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte à l'environnement.

#### **Contact :**

Dans tous les cas :

- La société Stéphanoise des Eaux - délégataire de la collectivité : 09 77 42 94 41

Semaine et heures ouvrées :

- Direction de l'Assainissement et des Rivières de Saint Etienne Métropole

- Secteur Furan : 04 77 49 28 47

- Gestionnaire de la station d'épuration :

- Station d'épuration Furania : 04 77 79 46 90

### **Article 9 : EXECUTION**

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétant dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Fait à Saint Etienne, le ..... 16 OCT. 2015 .....

Le Président  
ou  
son représentant dûment habilité,

Le Vice-Président  
en charge de l'assainissement  
et des contrats de rivières,  
Jean-François BARNIER

Copie à : - Mairie de Saint-Priest en Jarez  
- Préfecture de la Loire  
- la DREAL

# CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT DES EFFLUENTS NON DOMESTIQUES DE L'ETABLISSEMENT



## SITE HOPITAL NORD

**AU RESEAU COLLECTIF D'ASSAINISSEMENT ET  
POUR TRAITEMENT A LA STATION D'EPURATION  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE  
SAINT-ETIENNE METROPOLE - FURANIA**



## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - Objet de la convention .....	4
ARTICLE 2 - Définitions .....	4
2.1. Eaux usées domestiques .....	4
2.2. Eaux pluviales .....	4
2.3. Eaux industrielles et assimilées .....	4
ARTICLE 3 - Caractéristiques de l'établissement .....	4
3.1. Nature de l'activité .....	4
3.2. Usage de l'eau .....	5
3.3. Plan des réseaux internes de collecte .....	5
3.4. Produits utilisés par l'établissement .....	6
ARTICLE 4 - Les installations privées .....	6
4.1. Réseau intérieur .....	6
4.2. Traitement préalable aux déversements .....	6
4.3. Cuves de rétention .....	7
ARTICLE 5 - Conditions techniques d'établissement des branchements .....	7
ARTICLE 6 - Echancier de mise en conformité des rejets .....	8
ARTICLE 7 - Prescriptions applicables aux effluents .....	8
7.1. Eaux usées autres que domestiques .....	8
7.2. Eaux pluviales .....	8
7.3. Prescriptions particulières .....	8
ARTICLE 8 - Surveillance des rejets .....	9
8.1. Auto-surveillance .....	9
8.2. Contrôles par un laboratoire agréé .....	10
8.3. Contrôles par la Collectivité .....	10
8.4. Inspection télévisée du branchement .....	10
ARTICLE 9 - Dispositif de mesures et de prélèvements .....	10
ARTICLE 10 - Dispositif de comptages des prélèvements d'eau .....	11
ARTICLE 11 - Conditions financières .....	11
11.1. Flux et concentrations de matières polluantes de référence .....	11
11.2. Calcul du coefficient de pollution .....	11
11.3. Participation due au titre de l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique .....	12
11.4. Dispositions transitoires .....	12
11.5. Participations financières exceptionnelles .....	13
ARTICLE 12 - Modalités de paiement .....	14
ARTICLE 13 - Indexation et révision des éléments financiers .....	14
ARTICLE 14 - Conduite à tenir en cas de non-respect des conditions d'admission des effluents .....	14
ARTICLE 15 - Conséquences du non-respect des conditions d'admission des effluents .....	15
15.1. Conséquences techniques .....	15
15.2. Conséquences financières .....	15
ARTICLE 16 - Modification de l'arrêté d'autorisation de déversement .....	16
ARTICLE 17 - Obligation de la collectivité .....	16
ARTICLE 18 - Cessation du service .....	16
18.1. Conditions de fermeture du branchement .....	16
18.2. Résiliation de la convention .....	17
18.3. Dispositions financières .....	17
ARTICLE 19 - Date d'effet, durée .....	17
ARTICLE 20 - Délégataire et continuité du service .....	17
ARTICLE 21 - Jugement des contestations .....	18
ARTICLE 22 - Documents annexes à la convention de déversement .....	18





**ENTRE :**

*Raison Sociale de l'entreprise* : CHU SAINT-ETIENNE

Dont le siège social est situés au site de Bellevue 25 Boulevard pasteur 42 055 Saint-Etienne cedex 2 et le site concerné par cette convention est localisé : avenue Albert Raimond 42 270 Saint-Priest en Jarez  
SIRET : 264 200 304 000 30 - code NAF : 8610 Z (Centre hospitalier)

Soumis à Autorisation au titre de la réglementation ICPE en date du 8 avril 2004 modifié le 28 octobre 2010

Représenté par son Directeur général monsieur Frédéric BOIRON

Ci-après dénommée « L'ETABLISSEMENT »

**ET :**

La communauté d'agglomération de Saint-Etienne Métropole, propriétaire des ouvrages d'assainissement, dont le siège social est situé 2, Avenue Grüner, 42006 Saint-Etienne et représentée par son Président, Monsieur Gaël PERDRIAU, dûment habilité pour ce faire par délibération du Conseil communautaire en date du 21 avril 2011

Ci-après dénommée « LA COLLECTIVITE »

**ET :**

La société Stéphanoise des Eaux (SSE), **société par actions simplifiées** au capital de 15 250 000 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Saint-Etienne sous le numéro B 383.956.638, ayant son siège social 28, rue Eugène Beaume BP 672 à Saint-Etienne (42 043), prise en qualité d'exploitant de l'unité de collecte et représentée par Monsieur Emmanuel GERVAL, Directeur général délégué, dûment habilité.

Ci-après dénommée « LE CONCESSIONNAIRE »

**AYANT ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

Considérant que l'ETABLISSEMENT ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant.

Considérant que l'ETABLISSEMENT a été autorisé à déverser ses eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement par Arrêté du Président de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole en date du.....1.6.0CT. 2015....

Considérant que cette convention ne dispense pas l'ETABLISSEMENT de prendre en compte la réglementation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ICPE actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité.

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :**

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention de déversement définit les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter pour la mise en œuvre de l'Arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'ETABLISSEMENT, dans le réseau public d'assainissement.

## ARTICLE 2 - DEFINITIONS

### 2.1. Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

### 2.2. Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, les eaux de rabattement de nappe, les eaux non susceptibles d'être polluées....

### 2.3. Eaux industrielles et assimilées

Sont classées dans les eaux industrielles et assimilées tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales (ou expressément assimilées à ces dernières par la présente Convention de déversement).

Les eaux industrielles et assimilées sont dénommées ci-après **eaux usées autres que domestiques**.

## ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

### 3.1. Nature de l'activité

L'activité de l'ETABLISSEMENT est : Centre hospitalier

Cette activité comporte les activités suivantes :

- Médecine, chirurgie et urgence,
- Psychopathologie,
- Psychiatrie,
- Dentaire,
- Maternité,
- Plateau biologie et service d'anapathologie,
- Médecine nucléaire,
- Salle Biotox (cellule de confinement en cas de risque d'épidémie).
- Nettoyage désinfections du bâtiment (auto laveuses)



Viennent s'ajouter les activités annexes suivantes :

- Cuisine centrale et self,
- Centre de formation, internat et bâtiment de stockage des archives et pour les syndicats.

Du fait de cette activité ou des produits fabriqués, employés ou stockés, l'ETABLISSEMENT est soumis à Autorisation au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Il relève des rubriques suivantes :

Activités concernées	N° rubriques ICPE	Régime	Alinéa	Volume	Unité
Installation de combustion	2910	A	A1	39,640	MW
Installation de réfrigération ou compression	2920	A	2a	8070	kW
Traitement et développement des surfaces photosensibles	2950	DC	2b	6000	m2
Oxygène (emploi et stockage)	1220	D	3	11	t
Liquides inflammables (stockage)	1432	D	2b	36	m3
Bois, papier, carton ou analogues (dépôt de) hors ERP	1530	D	2	-	m3
Alimentaires (préparation ou conservation) produits d'origine animale	2221	D	2	1,100	t/j

La COLLECTIVITE sera informée de toute modification qui y sera apportée.

### 3.2. Usage de l'eau

a) Les eaux usées domestiques et assimilés (cuisine centrale, self, internat) ainsi que et les eaux usées autres que domestiques (eaux médicalisées, plateau biologique, activité dentaire, nettoyage-désinfection, Biotox, médecine nucléaire,...) sont collectées et transitent pour la cuisine centrale et le self par un bac dégraisseur (1 bac chacun) puis sont raccordées au réseau public d'assainissement en 1 point.

b) Les eaux pluviales sont rapidement évacuées en plusieurs points vers l'Onzon après transitent dans des séparateurs à hydrocarbures.

### 3.3. Plan des réseaux internes de collecte

Le plan schématique des installations intérieures d'évacuation des eaux de l'ETABLISSEMENT expurgé des éléments à caractère confidentiel est annexé à la présente Convention de déversement. Toute modification devra être transmise à la COLLECTIVITE.

Sont notamment mentionnés sur ce plan :

- les réseaux d'eaux usées industrielles et domestiques ainsi que les réseaux d'eaux pluviales ;
- l'implantation des ouvrages de traitement ;
- l'implantation du point de prélèvement avant rejet au réseau public.

### 3.4. Produits utilisés par l'ETABLISSEMENT

L'ETABLISSEMENT se tient à la disposition de la COLLECTIVITE pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches « produits » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par la COLLECTIVITE et dans L'ETABLISSEMENT.

L'ETABLISSEMENT sera vigilant quant aux critères de choix (biodégradabilité, condition de rejet dans le réseau d'assainissement...) des produits susceptibles d'être évacués dans le réseau d'assainissement de la COLLECTIVITE.

## ARTICLE 4 - LES INSTALLATIONS PRIVEES

### 4.1. Réseau intérieur

L'ETABLISSEMENT prend toutes les dispositions nécessaires, d'une part, pour s'assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et, d'autre part, pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et les cas échéants, des ouvrages de dépollutions, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'ETABLISSEMENT entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluent et procède à des vérifications régulières de leur bon état

### 4.2. Traitement préalable aux déversements

Pour respecter les engagements qualitatifs fixés dans l'Arrêté d'autorisation de déversement, l'ETABLISSEMENT est équipé d'un dispositif de prétraitement avant rejet au réseau public d'assainissement pour les eaux usées.

Ce dispositif comprend :

	remarques
Dégraissage	1 bac dégraisseur pour la cuisine centrale (10 m <sup>3</sup> ) 1 bac pour le self (6 m <sup>3</sup> )
Fosse de décroissance	1 fosse de récupération des matières solides (fécales) pour la médecine nucléaire (4m <sup>3</sup> )
Cuve de décroissance	2 cuves de récupération des matières liquides pour la médecine nucléaire (2 x 1,5 m <sup>3</sup> ) 2 cuves de récupération des matières (2 x 1,5 m <sup>3</sup> ) pour la cellule Biotox
Séparateur à paraffine	1 bac séparateur pour le service d'anapathologie (200l)
Filtres compresseur	Filtres charbon actif

Ces installations de prétraitement sont conçues, installées et entretenues sous la responsabilité de l'ETABLISSEMENT, et permettent de faire face aux éventuelles variations de débits, de température, de pH, ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et à réduire au maximum les durées d'indisponibilités.

Les principaux paramètres (Cf. article 8) permettant de s'assurer de la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre tenu à la disposition de la COLLECTIVITE.



En cas de litige, l'ETABLISSEMENT justifiera de l'entretien du système de prétraitement et de l'élimination finale des déchets qui en sont issus, vis-à-vis de la COLLECTIVITE (cahier d'opérations indiquant la date, le volume évacué et la destination des déchets ; OU factures et BSDI...)

#### 4.3. Cuves de rétention

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés

### ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS

L'ETABLISSEMENT déverse ses effluents dans les réseaux suivants :

	Réseau public EU	Réseau public Unitaire	Milieu naturel
Eaux usées domestiques	Oui		
Eaux usées autres que domestiques	Oui		
Eaux pluviales			Onzon (rejet direct ou via le réseau EP chemin de la Marandinière)

Le raccordement de ces réseaux est réalisé par

- 1 branchement pour les eaux usées domestiques et assimilées, ainsi que pour les eaux usées autres que domestiques (rejet principal par le poste de relevage)
- 6 branchements pour les eaux usées domestiques (5 chemin de la Marandière pour le centre de formation, la psychiatrie, les 2 internats, et les syndicats et 1\* rue Albert Raimond pour les bâtiments des stockages des archives)
- Plusieurs branchements pour les eaux pluviales après passage par des séparateurs hydrocarbures (10 séparateurs sur le site) soit en direct dans l'Onzon soit via le réseau d'eau public pluvial rue de la Marandinière.

\* pour ce branchement, les eaux usées et pluviales seraient collectées ensemble et transiterait dans une fosse avant rejet dans le réseau d'eaux usées. Conformément aux articles 3-3 et 30, les eaux usées et pluviales doivent être séparées et rejetées dans leur réseau respectif et la fosse devra être mise hors d'état de service. L'Etablissement devra se rapprocher avec le service Assainissement de la commune de Saint-Priest en Jarez.

Il existe donc 7 branchements au réseau d'assainissement.

Ces branchements doivent comprendre depuis sa canalisation publique :

- une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé
- un ouvrage dit « regard de branchement » ou « regard de façade » placé de préférence sur le domaine public. Ce regard doit être visible et accessible en permanence aux agents du service public d'assainissement de la COLLECTIVITE. Il doit permettre l'installation des équipements mentionnés à l'article 9,
- un système d'isolement pour les rejets non domestiques (dans notre cas c'est l'arrêt des pompes de relevage du poste de relèvement qui en fait office. Il devra être accessible aux agents du service public d'assainissement de la COLLECTIVITE.

## ARTICLE 6 - ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES REJETS

Compte tenu des prescriptions de son arrêté d'autorisation de déversement, les différentes parties ont décidé, d'un commun accord, d'adopter l'échéancier suivant :

Liste de points à traiter	Délai de mise en conformité
<b>Poste de relevage :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'un système d'enregistrement journalier des temps de fonctionnement des pompes et réalisation annuelle d'un étalonnage des pompes,</li> <li>Ou</li> <li>Toute autre solution permettant de mesurer ou estimer les volumes journaliers rejetés.</li> </ul>	9 mois à compter de la date de signature du présent Arrêté
<b>Point de prélèvement :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réaménagement du regard de prélèvement afin d'effectuer un prélèvement représentatif du rejet (actuellement seul les effluents pompés par la pompe n°1 sont prélevés).</li> </ul>	9 mois à compter de la date de signature du présent Arrêté

## ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS

### 7.1. Eaux usées autres que domestiques

Les eaux usées autres que domestiques doivent respecter les prescriptions mentionnées dans l'Arrêté d'autorisation de déversement susvisé.

### 7.2. Eaux pluviales

La séparation des eaux pluviales et des eaux usées est obligatoire pour les nouvelles installations, même dans le cas d'un raccordement au réseau unitaire. Dans la mesure du possible, cette séparation est également valable pour les installations existantes.

L'ETABLISSEMENT s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer la collecte séparative et éviter ainsi d'envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées. Il s'engage également à prendre les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales dans les conditions réglementaires en vigueur.

### 7.3. Prescriptions particulières

L'ETABLISSEMENT s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation en eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eau pluviale, tout en conservant la même charge globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles (nettoyages exceptionnels, vidange de bassin, etc.) sont autorisés à conditions d'en répartir les flux de pollutions sur une durée suffisante afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers fixées par l'Arrêté d'autorisation de déversement.

La COLLECTIVITE devra au préalable en être informée.



## ARTICLE 8 - SURVEILLANCE DES REJETS

L'ETABLISSEMENT est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente Convention de déversement et de son Arrêté d'autorisation de déversement

### 8.1. Auto-surveillance

L'ETABLISSEMENT met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivantes :

Paramètre	Fréquence	à effectuer selon les normes en vigueur
Estimation du volume journalier	Quotidienne	
Mesure de débit journalière	Trimestrielle	
pH	Trimestrielle	
Température	Trimestrielle	
MES	Trimestrielle	
DBO <sub>5</sub>	Trimestrielle	
DCO	Trimestrielle	
Azote global NGL (NTK + NO <sub>2</sub> +NO <sub>3</sub> )	Trimestrielle	
Phosphore total (P)	Trimestrielle	
Hydrocarbures Totaux	Trimestrielle	
AOX	Trimestrielle	
Graisses (SEH)	Trimestrielle	
Hg	Trimestrielle	
Cu	Trimestrielle	
Cd	Trimestrielle	
Zn	Trimestrielle	
Ag	Trimestrielle	
Détergents anioniques	Trimestrielle	
Détergents cationiques	Trimestrielle	
Iode 131	Trimestrielle	
Autres radioéléments	Trimestrielle	

Toutes les analyses seront effectuées selon les méthodes normalisées en vigueur. Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24h, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C).

Ce programme de mesures pourra être modifié notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans l'arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel les eaux de l'ETABLISSEMENT sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un avenant à la présente Convention de déversement.



L'ETABLISSEMENT s'engage à fournir à la COLLECTIVITE à la fin de chaque trimestre, les résultats de ces analyses effectuées ainsi que les résultats d'analyses imposées par la réglementation (ICPE, RSDE, ...) ou qui seraient réalisées dans le cadre d'une autosurveillance interne à l'établissement.

Ces informations devront être compilées sous la forme d'un tableur Excel dont les champs seront définis d'un commun accord avec la COLLECTIVITE. Seront annexés, l'ensemble des résultats d'analyses délivrés par le laboratoire.

### **8.2. Contrôles par un laboratoire agréé**

L'ETABLISSEMENT s'engage à fournir à la COLLECTIVITE, une fois par an, les résultats d'analyses réalisées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement ou par les parties associées à cette convention

Ces informations devront être compilées dans le même tableur Excel dont les champs seront définis d'un commun accord avec la COLLECTIVITE. Seront annexés, l'ensemble des résultats d'analyses délivrés par le laboratoire.

### **8.3. Contrôles par la COLLECTIVITE**

La COLLECTIVITE pourra effectuer, à ses frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité, selon des méthodes identiques à celles précisées au point 8.1 et concernant l'ensemble des paramètres cités dans l'Arrêté d'Autorisation de déversement. Les résultats seront communiqués par la COLLECTIVITE à l'ETABLISSEMENT.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maximaux autorisés, ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'ETABLISSEMENT sur la base des pièces justificatives produites par la COLLECTIVITE.

Par ailleurs, en cas de constatations de dégradation du réseau public en aval du rejet dû au non-respect du présent arrêté, les frais de constatations des dégâts (sondage, analyse...) et de réparation de ceux-ci seront entièrement à la charge de l'ETABLISSEMENT.

### **8.4. Inspection télévisée du branchement**

Sans Objet

## **ARTICLE 9 - DISPOSITIF DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS**

Compte tenu de la configuration des installations de rejet et l'échéancier fixé dans l'article 6, l'ETABLISSEMENT maintiendra un regard facilement accessible et spécialement aménagé pour permettre le prélèvement représentatif à l'exutoire de son réseau d'eaux usées.

De plus un système d'estimation du volume rejeté devra être mis en place. Dans le cas d'un enregistrement du temps de fonctionnement des pompes de relevage.

Un étalonnage au minimum annuel devrait être réalisé.



## ARTICLE 10 - DISPOSITIF DE COMPTAGES DES PRELEVEMENTS D'EAU

L'ETABLISSEMENT déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants l'alimentation en eau :

Nature du prélèvement d'eau	Comptage (emplacement, type...)
Réseau public	Compteur 1 (coté Saint-Etienne)
Réseau public	Compteur 2 (coté Etrat)

L'ETABLISSEMENT transmet à la COLLECTIVITE le relevé de ses consommations mensuelles une fois par trimestre dans le même tableur Excel de transmission des données d'autosurveillance précisés dans les articles en 8.2 et 8.3.

## ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIERES

### 11.1. Flux et concentrations de matières polluantes de référence

Pour l'élaboration des conditions financières de la présente convention, les flux et concentrations moyennes journalières de matières polluantes qui ont été prises en considération sont les suivantes :

Volume	/	600 m <sup>3</sup> /j
Débit de pointe	/	15 m <sup>3</sup> /h
DBO <sub>5</sub>	800 mg/l	480 kg/j
DCO	2 000 mg/l	1 200 kg/j
MES	600 mg/l	360 kg/j
Azote de Kjeldhal	150 mg/l	90 kg/j
Phosphore total	50 mg/l	30 kg/j

L'ETABLISSEMENT s'engage à respecter les valeurs précisées ci-dessus et la COLLECTIVITE s'engage à accepter puis traiter les effluents respectant les valeurs précisées ci-dessus.

Toute modification quant à la nature des fabrications susceptibles de transformer la qualité des effluents ou d'augmentation de l'activité de l'ETABLISSEMENT devra être signalée à la COLLECTIVITE.

### 11.2. Calcul du coefficient de pollution

L'ETABLISSEMENT participe aux charges d'exploitation du réseau d'eaux usées dans lequel transitent les effluents et de la station d'épuration dont l'assiette (constituée par le volume prélevé ou rejeté) est corrigée pour tenir compte du degré de pollution et de la nature du déversement (comparativement à un effluent moyen domestique). Un coefficient de correction dénommé par la suite « coefficient de pollution » est donc appliqué.

$$\text{Assiette corrigée} = V_p \times C_p$$

**Vp : Volume prélevé :** Somme des volumes d'eau prélevés au réseau de distribution publique ainsi que de toute autre provenance dûment déclarée par l'ETABLISSEMENT et équipée obligatoirement d'un dispositif de comptage.

**Cp : Coefficient de pollution.** Permet de comparer le degré de pollution de l'effluent comparativement à un effluent moyen domestique disposant d'un  $C_p = 1$ . Les rejets dont le degré de pollution est inférieur à celui de l'effluent moyen domestique ainsi que les rejets d'eaux claires (eaux utilisées dans des installations thermiques...) sont un problème pour la gestion d'un système d'assainissement : plus ces eaux sont nombreuses, plus elles diluent les polluants et obligent à multiplier les procédés d'épuration, affaiblissant le rendement des traitements.

De plus et par application des dispositions de l'article R.2224-19-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, il ne sera pas fait application du coefficient correcteur (= à 1), considérant que la totalité des volumes rejetés par l'usager autre que domestique induisent des charges d'exploitation et d'investissements sur le service d'assainissement ainsi rendu.

Le coefficient de pollution est fixé par l'assemblée délibérante de la COLLECTIVITE.

La formule générale du coefficient de pollution pourra être révisée par délibération. Cette révision fera l'objet d'un avenant à la présente convention de déversement.

$$C_p = 0.25 + 0.20 \times \frac{DBO_5 \text{établ}}{DBO_5 \text{dom}} + 0.15 \times \frac{DCO \text{établ}}{DCO \text{dom}} + 0.25 \times \frac{MES \text{établ}}{MES \text{dom}} + 0.05 \times \frac{NTK \text{établ}}{NTK \text{dom}} + 0.10 \times \frac{Pt \text{établ}}{Pt \text{dom}}$$

Avec DCOétabl, DBO<sub>5</sub>établ, MESétabl, NTKétabl et Ptétabl les concentrations moyennes des rejets d'eaux usées non domestiques de l'ETABLISSEMENT ;

Et DCOdom = 800mg/l

DBO<sub>5</sub>dom = 400mg/l

MESdom = 500mg/l

NTKdom = 100mg/l

Ptdom = 15mg/l

Ce coefficient sera actualisé chaque année n à partir de la moyenne des concentrations, par paramètre, des valeurs obtenues au cours des bilans périodiques de contrôles réalisés sur l'ensemble de l'année n-1

### 11.3. Participation due au titre de l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique

Sans objet.

### 11.4. Dispositions transitoires

Pour l'exercice 2015, la valeur du Cp sera établie selon les modalités générales prévue soit, la moyenne des bilans réalisés au cours de l'année 2014.

Soient les concentrations : DCO = 501 mg/l

DBO<sub>5</sub> = 213 mg/l

MES = 96 mg/l

NTK = 49,7 mg/l

Pt = 6,9 mg/l

et le volume : V = 482 m<sup>3</sup>/j

Cp = 0,57 d'où Cp sera fixé à 1 dans le cadre de l'application de l'article 11.2



### 11.5. Participations financières exceptionnelles

Conformément à la délibération du conseil communautaire du 12 novembre 2012, tout dépassement des limites autorisées pour le rejet, telles que définies dans l'Arrêté d'autorisation de déversement, pourra faire l'objet d'une facturation complémentaire adressée à l'ETABLISSEMENT, indépendamment du calcul normal de la redevance, compte tenu des sujétions particulières d'exploitation liées à cette situation anormale.

1) Les dépassements de concentrations en éléments traces métalliques (ETM : Cr, Cu, Zn, Ni, Hg, Cd, Pb), en micropolluants organiques (MPO : HAP, PCB), et en hydrocarbures totaux en SEH définis dans l'Arrêté d'autorisation de déversement. Ceux-ci étant susceptibles d'impacter sur la gestion des boues, résidus d'épuration.

Ces dépassements pourront être facturés par la COLLECTIVITE ou le CONCESSIONNAIRE à raison de :

- 15 euros / 0.1 mg/l d'ETM au-delà de la concentration maximale autorisée dans la convention
- 15 euros / 0.1 µg/l de MPO au-delà de la concentration maximale autorisée dans la convention
- 15 euros / 1 mg/l d'hydrocarbures au-delà de la concentration maximale autorisée dans la convention
- 1.5 euros / 1mg/l de SEH au-delà de la concentration maximale autorisée dans la convention

Cette participation sera pondérée par le nombre de jours séparant deux analyses.

Les concentrations retenues pour cette facturation seront celles mesurées à l'occasion des bilans périodiques ou lors de contrôles inopinés, dès lors qu'elles excéderont les valeurs limites autorisées.

2) En cas de non transmission des résultats d'analyses un mois après la fin de chaque trimestre (mars, juin, septembre, décembre), il pourra être facturé par la COLLECTIVITE ou le CONCESSIONNAIRE :

- 100 euros / jour de retard, 48 heures après une relance par courrier avec accusé de réception restée sans effet

3) En cas de rejets d'effluents non domestiques difficilement biodégradables,

Ces dépassements pourront être facturés par la COLLECTIVITE ou le CONCESSIONNAIRE à raison de :

- 35 euros / l'unité au-delà d'un rapport DCO/DBO<sub>5</sub> égal à 3 pour les rejets où la DCO à une concentration > 800mg/l

Cette participation sera pondérée par le nombre de jours séparant deux analyses

#### Explication concernant l'application de ces participations :

En cas d'analyse non conforme, l'entreprise a la possibilité de faire réaliser une contre-analyse sous 15 jours suivant la réception des résultats. Dans le cas d'une contre analyse lié à un dépassement du rapport DCO/DBO, une analyse de DCO réfractaire (DCO dure) devra être réalisée.

Si le rejet non conforme n'a été la source d'aucun impact avéré sur les réseaux et/ou la station d'épuration et si les résultats de la contre analyse sont conformes, cette dernière se substituera à la 1ère et ne donnera pas lieu à une facturation.

En cas de résultats défavorables concernant la contre analyse, ces derniers ne seront pas pris en compte et la participation exceptionnelle sera appliquée.

## ARTICLE 12 - MODALITES DE PAIEMENT

La facturation et le recouvrement des rémunérations prévues à l'article 11.2 sont effectués selon la périodicité des factures d'eau potable.

Concernant ceux prévues à l'article 11.5, ils donnent lieu à l'émission d'une facture à part entière en fin d'année n ou début d'année n+1 pour les résultats de l'année n.

## ARTICLE 13 - INDEXATION ET REVISION DES ELEMENTS FINANCIERS

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les modalités d'application de la tarification pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- En cas de changement dans la composition des effluents rejetés et/ou de modification de l'Arrêté autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'ETABLISSEMENT ;
- En cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement ;
- En cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration de la COLLECTIVITE ;
- En cas de variation de plus ou moins 20 % de la charge globale de matières polluantes entrant dans le calcul de la rémunération de la COLLECTIVITE et/ou du CONCESSIONNAIRE, calculée par référence aux valeurs annuelles prévues au paragraphe 11.1 de la présente Convention de déversement.

## ARTICLE 14 - CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

En cas d'événement susceptible de provoquer un dépassement ponctuel des valeurs limites fixées par l'Arrêté d'autorisation ou dans tous les cas de dépassement de ces valeurs (notamment en cas de déversement accidentel ou en cas de déversement de substances non autorisées) l'ETABLISSEMENT est tenu :

- d'avertir dans les plus brefs délais la COLLECTIVITE (aux numéros cités dans l'arrêté d'autorisation de rejet) ;
- d'isoler son réseau d'évacuation des eaux industrielles si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur simple demande justifiée de la COLLECTIVITE ;
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté ;
- de prendre si nécessaire les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la COLLECTIVITE pour une autre solution.



## **ARTICLE 15 - CONSEQUENCES DU NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS**

### **15.1. Conséquences techniques**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, l'ETABLISSEMENT s'engage à en informer la COLLECTIVITE conformément aux dispositions de l'article 14, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la COLLECTIVITE se réserve le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans l'Arrêté d'autorisation de déversement ;
- de prendre toutes les mesures susceptibles de mettre fin à l'indécence constatée, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités, prévue au paragraphe précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'ETABLISSEMENT présentent des risques importants ;
- de mettre fin à la présente convention.

Toutefois, dans ce cas, la COLLECTIVITE :

- informera l'ETABLISSEMENT de la situation et de la ou des mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre ;
- le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente Convention de déversement et au respect des valeurs limites définies par l'Arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

### **15.2. Conséquences financières**

L'ETABLISSEMENT est responsable des conséquences dommageables subies par la COLLECTIVITE du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par l'Arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité desdits rejets et les dommages subis par la COLLECTIVITE aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la COLLECTIVITE et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par elle, y compris en application du principe de précaution, notamment :

- les surcoûts de traitement des eaux et d'évacuation des boues et autres sous-produits générés par le système d'assainissement si les conditions initiales d'élimination devaient être modifiées du fait des rejets de l'ETABLISSEMENT ;
- les surcoûts liés à des cas de dégradation des ouvrages d'assainissement ou des équipements électromécaniques ou pour éviter tout dysfonctionnement du système d'assainissement ;
- les surcoûts d'évacuation et de traitement des sous-produits de curage et de décantation du réseau si les rejets de l'ETABLISSEMENT influent sur leur quantité, leur qualité ou sur leur destination finale ;
- les surcoûts engagés ou à engager afin de protéger ou de réparer des dommages à l'environnement, afin d'éviter ou de limiter tout danger pour le public et pour les personnes susceptibles d'intervenir sur le système d'assainissement.



## ARTICLE 16 - MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT

En cas de modification de l'arrêté autorisant le déversement des eaux usées de l'ETABLISSEMENT, la présente Convention pourra, le cas échéant, et après renégociation être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant.

## ARTICLE 17 - OBLIGATION DE LA COLLECTIVITE

La COLLECTIVITE sous réserve du strict respect par l'ETABLISSEMENT des obligations résultant de la présente Convention de déversement, prennent toutes les dispositions pour :

- accepter les rejets de l'ETABLISSEMENT dans les limites fixées par l'Arrêté d'autorisation de rejet ;
- fournir à l'ETABLISSEMENT, sur sa demande, une copie de rapport sur le prix et la qualité du service.
- assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière,
- informer, dans les meilleurs délais, l'ETABLISSEMENT de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la Convention de déversement, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service.

Dans le cadre de l'exploitation du service public d'assainissement, la COLLECTIVITE pourra être amenée de manière temporaire à devoir limiter les flux de pollution entrants dans les réseaux. Elle devra alors en informer au préalable l'ETABLISSEMENT et étudier avec celui-ci les modalités de mise en œuvre compatibles avec les contraintes de production de l'ETABLISSEMENT.

Les volumes et flux éventuellement non rejetés au réseau par L'ETABLISSEMENT pendant cette période ne seront pas pris en compte dans l'assiette de facturation.

Une réduction notable d'activité imposée à l'ETABLISSEMENT ou un dommage subi par une de ses installations en raison d'un dysfonctionnement grave et/ou durable du système d'assainissement peut engager la responsabilité de la COLLECTIVITE dans la mesure où le préjudice subi par l'ETABLISSEMENT présente un caractère anormal et spécial eu égard aux gênes inhérentes aux opérations de maintenance et d'entretien des ouvrages dudit système.

La COLLECTIVITE s'engage à indemniser l'ETABLISSEMENT dès lors que celui-ci aura démontré le lien de causalité entre le dysfonctionnement et le préjudice subi.

## ARTICLE 18 - CESSATION DU SERVICE

### 18.1. Conditions de fermeture du branchement

La collectivité peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

- le non-respect des dispositions de l'Arrêté d'autorisation de déversement ou de la présente Convention induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas de :
  - ▶ modification de la composition des effluents
  - ▶ non-respect des limites et conditions de rejet fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement
  - ▶ de non installation des dispositifs de mesure et de prélèvement
  - ▶ de non-respect des échéanciers de mise en conformité
  - ▶ d'impossibilité pour la COLLECTIVITE de procéder aux contrôles
- les solutions proposées par l'ETABLISSEMENT pour y remédier restent insuffisantes.



En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par la COLLECTIVITE à l'ETABLISSEMENT, par lettre RAR, et à l'issue d'un préavis de 15 jours. Toutefois, en cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la COLLECTIVITE se réserve le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement. L'ETABLISSEMENT demeure seul responsable de l'élimination de ses effluents postérieurement à la fermeture du branchement.

La participation financière demeure exigible pendant cette fermeture, à l'exception de la partie variable couvrant les charges d'exploitation.

### **18.2. Résiliation de la convention**

La présente convention de déversement peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- Par la COLLECTIVITE, dans les cas visés à l'article 18.1 trois mois après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de l'ETABLISSEMENT jugées insuffisantes ;
- Par l'ETABLISSEMENT, dans un délai de 30 jours après notification à la COLLECTIVITE.

La résiliation autorise la COLLECTIVITE à procéder à la fermeture dans les conditions définies dans l'article 18.1 à compter de la date de prise d'effet.

### **18.3. Dispositions financières**

En cas de résiliation de la présente Convention de déversement, les sommes dues par l'ETABLISSEMENT au titre, d'une part de la redevance assainissement jusqu'à la date de fermeture du branchement, et d'autre part, du solde de la participation prévue à l'article 11 deviennent immédiatement exigibles.

## **ARTICLE 19 - DATE D'EFFET, DUREE**

La présente Convention, subordonnée à l'existence de l'autorisation de déversement, prend effet à la date de notification à l'ETABLISSEMENT de cet arrêté. Elle est conclue pour une durée de cinq ans sauf dénonciation. Elle prend effet à la date de notification à l'ETABLISSEMENT de l'arrêté d'autorisation de déversement et s'achève à la date d'expiration dudit arrêté.

Trois mois avant l'expiration de cette période, à l'initiative de l'ETABLISSEMENT et en vue du renouvellement de la convention et de son adaptation éventuelle, un bilan général sera établi.

## **ARTICLE 20 - DELEGATAIRE ET CONTINUITE DU SERVICE**

La présente convention, conclue avec la COLLECTIVITE, s'applique pendant toute la durée fixée à l'article 19, quel que soit le mode d'organisation du service d'assainissement.

A la date de signature de la présente convention le CONCESSIONNAIRE est substitué à la COLLECTIVITE pour la mise en œuvre des droits et obligations de ladite COLLECTIVITE dans les limites définies par le contrat de gestion déléguée au service d'assainissement. Pendant la durée de ce contrat, les notifications à la COLLECTIVITE, prévues par la présente Convention de Déversement, lui sont donc valablement adressées.

## ARTICLE 21 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait naître à propos de la validité, de l'interprétation et l'exécution de la présente Convention de déversement sera soumis aux juridictions compétentes.

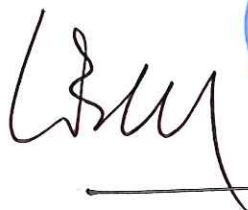
## ARTICLE 22 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION DE DEVERSEMENT

- Le règlement assainissement qui s'applique sur le territoire où le CONCESSIONNAIRE, à qui les missions de collecte des eaux usées ont été déléguées,
- Plans des réseaux internes de l'ETABLISSEMENT,
- Bilan de pollution sur 24h00 utilisés pour l'article 11.4,

Documents fait le 16 OCT. 2015 en 4 exemplaires

Pour l'ETABLISSEMENT  
Le directeur d'ETABLISSEMENT  
M. Frédéric BOIRON

**F. BOIRON**  
Directeur Général



Pour le CONCESSIONNAIRE  
Le Directeur général délégué  
M. Emmanuel GERVAL

  
**LA SOCIÉTÉ STÉPHANOISE DES EAUX**  
28, Rue Eugène Besune - B.P. 672  
42043 ST ETIENNE CEDEX 1

Pour la COLLECTIVITE  
Le Président de Saint Etienne Métropole  
M. Gaël PERDRIAU

  
Le Vice-Président  
en charge de l'assainissement  
et des contrats de rivières,  
**Jean-François BARNIER**